

**Appel à communications pour la Section Thématique n°73
14^{ème} Congrès National de l'AFSP
Montpellier 2017**

RESPONSABILITE

- **Delphine Placidi-Frot**, Professeur des Universités, Faculté Jean Monnet, Université Paris-Sud, Université Paris-Saclay (delphine.placidi-frot@u-psud.fr)
- **Simon Tordjman**, Maître de Conférences, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse/Laboratoire des Sciences Sociales du Politiques (simon.tordjman@sciencespo-toulouse.fr)

APPEL A COMMUNICATIONS

La plasticité de l'Assemblée générale, à la fois incontournable et contestée (Pellet, 2004), unifiée (par l'usage accru du consensus) et tiraillée par les divisions inter- (voire intra-) étatiques, moquée pour la monotonie répétitive de ses discours protocolaires mais méconnue quant à ses innovations institutionnelles et thématiques, explique en partie sa résistance à l'analyse et les manques de la littérature consacrée à cette institution. Tandis qu'elle concentrait un certain nombre d'oppositions théoriques voire d'affrontements normatifs dans les années 1960, l'AGNU ne trouve, depuis les années 1970, qu'une place marginale dans les travaux francophones – et notamment français – de science politique et de relations internationales. La production anglophone propose des travaux certes plus nombreux mais le plus souvent réduits à l'illustration ou à l'expérimentation de théories plus générales sur les dynamiques de vote et la robustesse des affiliations multiples (groupes régionaux, G77, etc.) des membres de l'Organisation.

Alors que l'on vient de célébrer les 70 ans de l'ONU, l'alternative entre une conception du multilatéralisme aveugle aux mutations de son instance autrefois emblématique ou la réduction de l'AGNU à un corps électoral supranational ne tient plus. A la suite de quelques travaux récents qui esquissent un renouvellement de l'analyse de l'AGNU (Beauguitte, 2010), il s'agira de contribuer à l'intelligibilité de l'AGNU suivant deux axes problématiques : celui de sa fonctionnalisation et de sa (dé)/(re)politisation.

1. La fonctionnalisation de l'Assemblée générale

En s'inspirant de la perspective de réflexion proposée par Bernard Lacroix et Jacques Lagroye (Lacroix, Lagroye, 1992), ce premier axe, articulé autour de la notion de « fonctionnalisation », aura pour objet de penser l'évolution du sens légitime attribué à l'Assemblée générale. Si « la fonctionnalisation de l'institution peut être vue comme l'ensemble des processus qui tendent à privilégier un usage de l'institution et conférer un sens collectif à cet usage » (Lagroye, François,

Sawicki, 2006 : 152), cette perspective invitera à s'intéresser à la légitimation des activités de l'institution en partant des acteurs eux-mêmes plutôt qu'à partir de supposées fonctions de l'AG qui seraient déjà et/ou toujours là. Faire valoir une lecture de l'Assemblée générale comme l'institution en charge du développement, des droits humains ou de « l'humanitaire », c'est attribuer un sens principal aux activités qui s'y déroulent, simplifier ce qui s'y passe et partant faire valoir une « exigence fonctionnelle » de l'AGNU, du système onusien, voire de la gouvernance mondiale. Mais c'est également réduire les conflits et les oppositions qui ont pu se déployer tout au long du processus ayant pu conduire à cette issue.

2. (Dé)politisation(s) de l'AG

Se démarquant de toute ambition typologique, le deuxième axe problématique consistera à penser l'AG à partir de mouvements distincts mais bien souvent simultanés de politisation et de dépolitisation qu'elle permet et qui la marquent. En tant qu'ensemble structuré offrant un cadre aux interactions (Devin, 2016 : 17), l'AG contribue à la stabilisation des rôles, des conduites et des prescriptions normatives qui s'appliquent en son sein. Mais si ces contraintes s'imposent, elles peuvent dans le même temps constituer autant d'opportunités et de ressources à l'émancipation et à la (re)politisation (Müller, 2012). Se dessine alors une situation mixte dans laquelle la maîtrise des codes de l'institution devient une condition d'intégration en même temps qu'une possibilité d'ouverture à de nouveaux (en)jeux politiques. Les contributions attendues ne sauraient donc se limiter à appréhender l'AG en tant que structure formelle mais devront également penser cette instance comme espace de hiérarchies et de confrontations (Pouliot, 2016), adossées à des représentations souvent divergentes, des « trajectoires en quête de pouvoir » (Abélès, 2011 : 20) et des usages jamais stabilisés de codes et de routines institutionnels.

Les propositions adossées à une démarche d'enquête empirique, comparatiste et/ou sociohistorique (Kott, 2011) seront particulièrement privilégiées. Plusieurs objets ou entrées thématiques pourront être envisagés, qu'il s'agisse de suivre un thème (sécurité, développement, humanitaire, environnement, culture, genre, religieux, etc), une controverse, et/ou des acteurs qui circulent autour et dans l'organisation (Etats, comités, OIG, associations internationales, firmes privées, fonctionnaires internationaux, consultants et experts privés).

Les propositions de contribution comporteront les éléments suivants :

1. le titre de la communication ;
2. le nom et prénom du ou des auteurs, leur institution ou association de rattachement (s'il y a lieu), leurs coordonnées complètes (adresse mail, adresse postale, numéro de téléphone) ;
3. le résumé de la communication (6 000 signes maximum), qui identifiera clairement :
 - a) l'argument central de la proposition,
 - b) la méthodologie employée pour la recherche, et
 - c) les principaux résultats présentés.

Références bibliographiques

Abélès (Marc) (dir.), *Des anthropologues à l'OMC : scènes de la gouvernance mondiale*, Paris, CNRS Éditions, 2011.
Aït-Aoudia (Myriam), Bennani-Chraïbi (Mounia), Contamin (Jean-Gabriel), « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, n° 50, 2011, p. 9-20.

Beauguitte (Laurent), « L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies de 1985 à nos jours », *Espace géographique*, 39 (3), 2010, p. 276-282.

Devin (Guillaume), *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin, 2016 (2^e ed.).

Kott (Sandrine), « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, n°52, 2011, p. 9-16.

Lacroix (Bernard), Lagroye (Jacques) (dir.), *Le président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

Lagroye (Jacques), « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

Lagroye (Jacques), François (Bastien), Sawicki (Frédéric), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2006.

Müller (Birgit), « Comment rendre le monde gouvernable sans le gouverner : les organisations internationales analysées par les anthropologues », *Critique internationale*, n°54, 2012, p. 9-18.

Pellet (Alain), « Inutile Assemblée générale? », *Pouvoirs*, n° 109, 2004, p. 43-60.

Pouliot (Vincent), *International Pecking Orders. The Politics and Practice of Multilateral Diplomacy*, Cambridge and New York, Cambridge University Press, 2016.

Call for proposals: The Functionalization and (De)politicization of the United Nations General Assembly: Contributions to a Sociological Analysis of International Institutions

More than 50 years after its establishment, the UN General Assembly (UNGA) appears both as a central and challenged international institution (Pellet, 2004). While it has been marked by a continuous process of integration through an increased use of consensus, it also remains torn by inter-(or intra-) states divisions, and mocked for the repetitive monotony of the speeches given at the occasion of the General Debates. Despite its significant institutional and thematic innovations over the past 20 years, this essential part of the UN system is largely overlooked in the recent political science and international relations literature. While it triggered many theoretical oppositions and normative clashes in the 1960s and the 1970s, political science and international relations scholars have since tended to merely seize the UNGA as an illustration or test case for broader theories on voting behavior and/or group politics in UN multilateralism. Following some recent works that outline a renewed analysis of the UNGA (Beauguitte, 2010), the thematic section seeks to apply a sociological perspective on the institution and places the emphasis on two intertwined issues : the functionalization and the (de)politicization of the UNGA.

1. The functionalization of the General Assembly

Inspired by Bernard Lacroix and Jacques Lagroye's work (Lacroix, Lagroye, 1992), the first panel will focus on the concept of "functionalization". The concept will be used as means to emphasize the processes through which legitimate meanings are ascribed to the General Assembly. As defined by Lagroye, François and Sawicki, "the functionalization of an institution can be defined as the set of processes that tend to favor specific use(s) of a specific institution and provide a shared understanding of this purpose" (Lagroye, François Sawicki, 2006: 152). Rejecting any predetermined and/or preexisting functions of the UNGA, such a perspective calls for an actor-centered inductive approach that will also reveal potential conflicts and oppositions that functionalization dynamics may simultaneously subsume and catalyze.

2. (De)politicization of the United Nations General Assembly

Putting aside any typological ambition, a second panel will focus on the distinct yet often simultaneous dynamics of politicization and depoliticization that affect the UNGA. As a structured environment that provides a framework for interactions (Devin, 2016: 17), the UNGA contributes to stabilizing roles, behaviors and normative requirements among its members. At the same time, these constraints provide resources for emancipation and renewed opportunities for political (inter)actions (Müller, 2012). Proposals are therefore invited to grasp the UNGA not only as a formal institution but as a space where hierarchies and confrontations take shape (Pouliot, 2016).

Case studies, comparative and/or socio-historical approaches (Kott, 2011) will be particularly welcomed. Various entries may be considered, ranging from specific themes (security, development, humanitarian, environment, culture, gender, religious, etc.), to controversies and actors that circulate around and within the institution (governments, committees, international organizations, NGOs, private firms, consultants and private experts, etc).

Proposals should be submitted in English by XXX. They should include the following information:

1/ Title of the paper

2/ Name, affiliation and full contact details of the contributor(s) (email address, mailing address, phone number);

3/ Abstract of the paper (1,000 words) that will highlight: a) the central argument of the proposal, b) the methodology used for the research, and c) the main results that will be presented.

References

- Abélès (Marc) (dir.), *Des anthropologues à l'OMC : scènes de la gouvernance mondiale*, Paris, CNRS Éditions, 2011.
- Aït-Aoudia (Myriam), Bennani-Chraïbi (Mounia), Contamin (Jean-Gabriel), « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, n° 50, 2011, p. 9-20.
- Beauguitte (Laurent), « L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies de 1985 à nos jours », *Espace géographique*, 39 (3), 2010, p. 276-282.
- Claude (Inis L.), *The Changing United Nations*, New York, Random House, 1967.
- Devin (Guillaume), *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin, 2016 (2^e ed.).
- Kott (Sandrine), « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, n° 52, 2011, p. 9-16.
- Lacroix (Bernard), Lagroye (Jacques) (dir.), *Le président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.
- Lagroye (Jacques), « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.
- Lagroye (Jacques), Francois (Bastien), Sawicki (Frédéric), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2006.
- Müller (Birgit), « Comment rendre le monde gouvernable sans le gouverner : les organisations internationales analysées par les anthropologues », *Critique internationale*, n° 54, 2012, p. 9-18.
- Pellet (Alain), « Inutile Assemblée générale? », *Pouvoirs*, n° 109, 2004, p. 43-60.
- Pouliot (Vincent), *International Pecking Orders. The Politics and Practice of Multilateral Diplomacy*, Cambridge and New York, Cambridge University Press, 2016.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Delphine Placidi-Frot est Professeur des Universités en science politique à la Faculté Jean Monnet de l'Université Paris-Sud, Université Paris-Saclay et rattachée à l'Institut d'Etudes de Droit Public (IEDP). Ses recherches portent sur les organisations internationales (en particulier onusiennes) et la politique extérieure (notamment de la France et de la Russie). Entre 2012 et 2015, elle a coordonné avec Charles Tenenbaum le Groupe de Recherche sur l'Action Multilatérale (GRAM), l'un des trois groupes de projets de l'AFSP. Elle a récemment publié (avec Mélanie Albaret), « Les petits Etats au Conseil de sécurité de l'ONU : des strapontins à l'avant-scène », *Critique internationale*, n°71, avril-juin 2016 ; « Variations autour de la rationalité boudonienne : de l'*homo sociologicus* à l'*homo internationalis*, dans Guillaume Devin (dir.), *10 concepts sociologiques en relations internationales*, Paris, CNRS Editions, 2015.

Simon Tordjman est Maître de Conférences en science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, rattaché au Laboratoire des Sciences Sociales du Politique (LaSSP). Ses travaux portent sur les transformations du multilatéralisme, la thématique « femmes, paix et sécurité », et les dimensions internationales des mouvements de dissidence. Il a récemment publié (avec Guillaume Devin) « Les bonnes pratiques : vecteur et révélateur du changement au sein des organisations internationales » in Asmara Klein, et al., (dirs.), *Les bonnes pratiques des organisations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.